



HAL
open science

Ecrire l'histoire de la mémoire

Marie-Elizabeth Ducreux

► **To cite this version:**

Marie-Elizabeth Ducreux. Ecrire l'histoire de la mémoire. Cahiers du CEFRES, 1997, Histoire et Mémoire, 6f, pp.5-17. halshs-01167412

HAL Id: halshs-01167412

<https://shs.hal.science/halshs-01167412>

Submitted on 24 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 6f, Histoire et mémoire

Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Marie-Elizabeth DUCREUX

Ecrire l'histoire de la mémoire

Référence électronique / electronic reference :

Marie-Elizabeth Ducreux, « Ecrire l'histoire de la mémoire », Cahiers du CEFRES. N° 6f, Histoire et mémoire (ed. Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en avril 2012 / published on : april 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c6f/ducreux_1997_ecrire_histoire_memoire.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Ecrire l'histoire de la mémoire

Marie-Elizabeth Ducreux

BREVES REFLEXIONS SUR DES CONCEPTS

Les débats prenant pour thème l'histoire et la mémoire se révèlent semés d'embûches. S'il arrive parfois qu'on les confonde, la mémoire n'est pas l'histoire, l'histoire n'est pas la mémoire, mais l'une avec l'autre entretiennent des relations étroites. L'histoire et la mémoire ont en commun d'être liées au temps. Cette identique filiation n'empêche pas une redoutable complexité des rapports entre les deux termes. Le déroulement du temps existe en soi, en dehors de supports de mémoire, y compris en dehors de la mémoire des individus. Il n'est pas plus identifiable à "l'histoire". Dire que l'histoire est derrière nous et que ce "derrière-nous" nous entoure équivaut à l'assimiler au passé des sociétés humaines. Cette "histoire - équivalent du passé" existe sans l'historien, si aucune trace matérielle suffisante n'a permis à celui-ci d'en réécrire une trame. Pourtant, elle n'existe pas sans ses acteurs. Si ceux-ci en ont gardé le souvenir et tenté de le transmettre en lui donnant une cohérence, naît alors une mémoire, et parfois aussi de l'histoire. L'histoire est du temps inscrit dans le récit du passé des sociétés humaines. L'histoire-historiographie, tentative d'explication et d'interprétation du temps aboli, n'existe pas sans le regard rétrospectif, impliquant la distance, de l'historien qui tente de comprendre et de restituer, en en proposant un modèle d'explication, une (petite) partie des processus ayant forgé notre présent et continuant, transformés, à peser sur notre avenir. Elle est donc indissociable de la formalisation discursive, et cela est vrai tant de l'histoire dite purement "événementielle", et même des chroniques et des annales, que d'une histoire "globale", "totale", celle de la longue durée et celle du court terme, celle qui s'attache à expliciter les phénomènes démographiques, à décrypter les mécanismes économiques, à pénétrer les "univers mentaux", à retracer le quotidien et les rapports entre les hommes du passé, à analyser les pratiques culturelles et les systèmes de normes et de représentations, et tant d'autres entreprises historiennes contemporaines, y compris l'histoire de la mémoire. Pour être saisissable et transmissible, toute histoire est discours, mais discours distancié, et toute démarche historique met en jeu de façon avouée, discrète ou inconsciente, un rapport avec la vérité du temps et de l'humanité, qui n'est pas sans poser de redoutables problèmes aux philosophes et aux historiens.

L'histoire a pu quelquefois se donner comme inscription de mémoire, dans le cas des annales et des chronologies, par exemple. Peut-on dire pour autant que l'historien, lorsqu'il tente d'écrire l'Histoire, recrée une mémoire, propose un modèle de mémoire? Lorsque les processus et les événements qu'il analyse sont récents, telle peut être une des conséquences de son travail. Celui-ci demeure pourtant fondamentalement différent d'un "témoignage". Lorsqu'il prend pour objet des

périodes révolues, pour lesquelles n'existent plus depuis longtemps ni témoins ni acteurs (ces "pamětníci" que connaît la langue tchèque, "mémorialisateurs" intraduisibles en français), c'est à la société qu'il propose ce modèle, qui, plus qu'un modèle de mémoire, peut sans doute être mieux qualifié de modèle d'interprétation. L'historien s'interroge sur le passé, en propose une reconstruction, classiquement articulée sur le recours critique à des sources et à des documents d'ordre et de nature divers, qui ne sont pas, là non plus, pris pour des témoignages. Il tâche de restituer une cohérence en élaborant des lectures plausibles de l'engrenage des événements et des processus sociaux (au sens large du terme, englobant le politique, l'économique, le culturel, le religieux...) dans un temps révolu. Il constitue un savoir. Le témoin, quant à lui, "témoigne": il parle, raconte, transmet, transcrit une expérience, achevée ou inachevée, mais avant tout vécue et personnelle, même si elle peut aussi être de l'ordre du collectif. Ainsi, les deux rôles peuvent sembler bien distincts. L'histoire dite "orale" tend à confirmer cette séparation: le témoignage ne devient Histoire qu'après élaboration et distanciation de l'historien.

La mémoire est liée, plus que l'Histoire, à l'affectif. Elle "est un vécu, en perpétuelle évolution"¹, réclamant la médiation d'acteurs et de témoins contemporains des faits. Même écrite, transcrite, sous forme de "mémoires" ou "d'histoires de vie", par exemple, elle se présente comme témoignage vécu. Elle est purement subjective et n'existe pas sans le support des individus, sans une création active de ces derniers. Cependant, se confond-elle systématiquement avec le "témoignage"? Faire oeuvre de mémoire, c'est conserver pour d'autres que soi et plus singulièrement pour une postérité la trace de faits ou de situations éprouvés, c'est aussi se situer dans une lignée d'interprétation des événements; c'est donc encore, comme l'historien aux prises avec ses dossiers, leur donner du sens. La mémoire, en tant que phénomène d'ordre psychique, n'est pas comme telle saisissable par l'historien. Lui-même n'est pas, du reste, le seul producteur d'une mémoire historique. Mais de cette mémoire historique, nos sociétés sont des concentrés; comme nous-mêmes, elles sont tissées de cette mémoire, faite elle-même de mémoires plurielles: éléments de mémoires enkystés, muets, évanouis, refoulés dans l'oubli, au profit d'autres pans, cette fois inventoriés, élaborés, ayant trouvé les mots leur assurant transmission et fixation: mémoires des nations, des groupes, des familles, des individus². Sans le relais du discours qui uniformise, appauvrit, réduit, quelquefois même falsifie, mais confère aux souvenirs, avec le sens, une forme, une substance et une efficacité, nulle mémoire n'est dicible ni transmissible. La mémoire est du côté de l'identité, individuelle mais aussi partagée et plurielle, parce qu'elle la forge en lui donnant une continuité dans l'histoire, même si mémoire et identité sont toujours des processus en constantes recompositions. Différentes mémoires coexistent nécessairement, et peuvent se croiser, lutter pour s'exclure, pour étouffer les visions discordantes du passé individuel et collectif. Comme l'histoire, elle devient donc enjeu de pouvoir: prétendre imposer une unique interprétation

¹ Henri ROUSSO, *le Syndrome de Vichy, 1944-198...*, Paris 1987, p. 12.

² Je n'aborde pas ici directement le concept de "mémoire collective", forgé par Maurice Halbwachs dans *les Cadres sociaux de la mémoire* (première édition: Paris, 1925, dernière réédition Paris, Albin Michel, 1994, avec en postface une étude de Gérard Namer retraçant l'histoire de ce livre et précisant la position de Halbwachs dans le champ des sciences sociales de son temps).

des faits et des phénomènes à l'oeuvre dans toute société entraîne, et du reste suppose, la confiscation de la Vérité. Lorsque les références au passé sont choisies et triées pour justifier prioritairement une attitude politique, l'histoire comme la mémoire se voient trahies au profit de l'idéologie.

La distinction tranchée entre l'histoire des historiens et la mémoire des témoins est relativement récente en France, et date du XX^e siècle. Dans ce pays aussi, comme le remarque Henri Rousso³, l'histoire a eu longtemps "pour fonction essentielle de légitimer la République naissante et de forger un sentiment national, ce que Pierre Nora appelle "l'histoire-mémoire". Mais, depuis les années trente, sous l'influence de ce que l'on appelle partout improprement l'Ecole des Annales⁴, l'évolution de la démarche et des pratiques des historiens français, l'élargissement des territoires explorés par leur discipline, en transformant celle-ci en une science sociale, a déclassé cette fonction légitimatrice et l'a rejetée hors du discours historiographique. Cette séparation émancipatrice et radicale a rendu possible, depuis une quinzaine d'années, la constitution d'un champ nouveau, rapidement devenu l'un des chantiers importants de l'histoire: l'histoire de la mémoire, définie comme celle des "lieux de mémoire" au sens que leur donnent en France Pierre Nora et son équipe⁵, et comme une histoire problème, à travers laquelle passé et présent se rejoignent, et qui ne se contente plus de seulement établir et vérifier les faits.

La contextualisation dans le temps et l'espace du rapport histoire et mémoire: la Seconde Guerre mondiale en France et en Tchécoslovaquie

Je choisis de m'en tenir ici à la mémoire historique et de référer le couple Histoire et Mémoire à l'identité collective, et même à l'identité nationale. Comme question, il surgit et se pose avec acuité surtout dans les moments où, dans la société, l'évidence des références à celle-ci vacille, où les schèmes éprouvés et admis ne peuvent plus fournir de réponses suffisamment cohérentes à l'expérience contradictoire des groupes et des individus, après que, corollaire ou point de départ, l'Histoire des historiens a cessé de pouvoir s'écrire librement. Autrement dit, les périodes de dictature, les régimes totalitaires, mais aussi les guerres, tous moments qui favorisent ou même imposent des interprétations et des définitions unilatérales du passé et de l'identité d'un peuple et d'une nation, des motifs et des buts qui sous-tendent l'action politique, se montrent particulièrement susceptibles de bouleverser pour longtemps le rapport de l'Histoire et de la Mémoire.

³ H. ROUSSO, *op.cit.*, p. 12.

⁴ Les historiens français classés à l'étranger dans cette école en récuse l'existence: nous disons en France qu'il n'existe pas d'Ecole des Annales.

⁵ Pierre NORA éd., *les Lieux de Mémoire*, Gallimard, Paris 1985-1993. Je cite ici la définition que Nora donne lui-même de ces "lieux de mémoire" comme "le reliquat d'une mémoire vécue", mais aussi comme "la sécrétion volontaire et organisée d'une mémoire perdue". H. Rousso (*op.cit.*, p.13) propose cette définition: "L'histoire de la mémoire, c'est-à-dire l'étude des différentes pratiques sociales, de leur forme et de leur contenu, ayant pour objet ou pour effet, explicitement ou non, la représentation du passé et l'entretien de son souvenir, soit au sein d'un groupe donné, soit au sein de la société tout entière".

Les périodes de crises identitaires sont aussi des moments de rupture et d'ébranlement du (ou des) sens conférés à l'expérience historique de chaque nation, sens jusque-là généralement convenus et admis par la communauté. La Seconde Guerre mondiale représente, exemplairement, un de ces moments pendant lesquels, derrière les événements mais aussi sous leur poids, resurgit fortement un registre symbolique, lui-même structure historique d'assez longue durée, dont la claire lisibilité (même plurielle et sans cesse modifiée) est vitale pour la survie et l'avenir des sociétés humaines. Or, tout au moins dans les pays de l'Europe centrale, mais certainement aussi en France, selon des modalités bien entendu fort différentes suivant les cas, l'organisation des représentations fondant et légitimant les raisons d'être et le droit à l'existence des nations et des états se trouve malmenée, comme la légitimation des gouvernements et des institutions. Les années de guerre sont le temps de l'histoire, mais les processus ainsi réactualisés se jouent et se rejouent dans le temps de la mémoire: les effets ainsi déclenchés sur les individus citoyens et acteurs de cette histoire, même passifs, même obligés, se prolongent bien au-delà de la période de guerre⁶, y compris lorsque, la paix retrouvée, une autre histoire mouvementée vient rapidement les recouvrir, les repousser, les enterrer sous l'oubli brutal d'interprétations unilatérales et radicalisées.

La comparaison de la France et de la Tchécoslovaquie a semblé intéressante. D'apparentes similitudes dissimulent des destins historiques extrêmement différents, mais, pour les deux pays, cette période de six à sept ans (car il faut, pour les Tchécoslovaques, remonter à la crise de Munich et au 14 mars 1939) a été lourde de bouleversements imprévus, de traumatismes et de cassures durables. La France s'effondre après la Drôle de Guerre et la défaite de 1940. Il s'y produit l'inimaginable: l'Etat s'écroule, la république disparaît, la population affolée s'enfuit dans l'exode. Après le premier traumatisme provoqué fin septembre 1938 par les accords de Munich et leur application (l'épreuve de l'abandon par les alliés français et britanniques, la perte de près d'un tiers du territoire et de la population totale de la république⁷, l'inaction forcée de l'armée, la tension entre l'humiliation de la résignation menant à l'impuissance et le désir de résister pour maintenir malgré tout les cadres d'une nation⁸ et de l'Etat), la Tchécoslovaquie de Masaryk cesse d'exister dans la nuit du 14 au 15 mars 1939.

⁶ C'est même longtemps après l'immédiat après-guerre que la nécessité de voir clair sur les années d'occupation allemande et de régime de Vichy s'impose à la société française, dans un effort de certains historiens tendant à réintégrer dans une mémoire à la fois claire et plurielle la totalité de l'expérience alors vécue par les Français, de la nommer et de la lire selon d'autres lignes que celles qu'avaient produites après la Libération les nécessités de la restauration de la république et d'un consensus social minimal. Je renvoie au tout dernier livre d'Henri Rouso, en collaboration avec Eric Conan: E. CONAN H. ROUSSO, *Vichy: un passé qui ne passe pas*, Paris 1994, où il continue la réflexion menée dans son premier livre cité plus haut (2e éd. revue et mise à jour: *le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris 1990). Les deux livres offrent une vaste bibliographie des travaux sur la période de Vichy, et une chronologie depuis la Guerre jusqu'en 1994. Voir aussi la contribution du même historien: "Cet obscur objet du souvenir", Centre régional de publication de Paris, Institut d'Histoire du Temps Présent, *la Mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Editions du CNRS, 1986, p. 47-62.

⁷ Entre octobre et novembre 1938, la Tchécoslovaquie passe de 14 à 10 millions d'habitants, sur un territoire ne comprenant plus que 95 550 km² au lieu de 135 000. Elle perd 40% environ de son potentiel industriel.

⁸ Les Tchèques et les Slovaques n'étaient pas distingués en nation tchèque et en nation slovaque pendant la Première République. L'idée de l'Etat tchécoslovaque, Etat des Tchèques et des Slovaques confondus sous le terme "Tchécoslovaques", induit et suppose une nation tchécoslovaque. Mais le problème de cette "nation tchécoslovaque", c'est aussi ce qui se révèle dans toute sa dimension en mars 1939, l'existence d'une nation slovaque. La "nation" à conserver par les Tchèques est donc à la

L'Etat tchécoslovaque disparaît au bout de vingt ans d'existence⁹ : amputés dès septembre 1938 des régions majoritairement peuplées par les Sudètes, les Pays tchèques, Bohême et Moravie, après l'éphémère Seconde République, se retrouvent intégrés au Grand Reich. Sous le statut particulier d'un Protectorat¹⁰ à la fois prétendument autonome et juridiquement asservi, ses habitants n'ont pour l'après-guerre, en cas de victoire de l'Axe, d'autre destinée que de se germaniser ou de disparaître. Cette perspective suggère quelles tensions et quelles ambivalences ont pu traverser et habiter "collaboration" et "résistance" en Bohême et en Moravie. Quant à la Slovaquie, promue à la place de satellite modèle de l'Allemagne, elle accède le 14 mars 1939 à une indépendance garantie par Hitler, mais vit dans le même temps sa première expérience historique d'un Etat national slovaque¹¹. Du côté tchèque, l'asservissement par le Reich réveille la crainte de l'anéantissement de la nation; or, cette crainte fait partie de l'interprétation de l'histoire nationale la plus largement partagée, avec l'image mythique d'un premier "anéantissement", d'une première "*finis patriae*", "mort" de la nation située aux XVII^e et XVIII^e siècles, et combattue ensuite pendant tout le XIX^e siècle par l'intelligentsia nationale et les hommes politiques. Simultanément, la création du Protectorat annule symboliquement l'oeuvre et les acquis de la "Renaissance nationale" du XIX^e siècle, comme la "résurrection" de la nation et de l'état des Tchèques dans la Tchécoslovaquie de Masaryk. Du côté slovaque, l'aboutissement du mouvement national s'incarnant enfin et nécessairement dans un Etat pensé comme celui des seuls Slovaques¹² a pour conséquence un certain aveuglement vis-à-vis du rôle décisif de l'Allemagne dans cet état de fait. Dans les deux cas, tchèque et slovaque, la réalité quotidienne comme l'histoire peuvent être déchiffrées de façons diamétralement opposées, inextricablement contradictoires, et les événements de ces sept années dressent une barrière durable entre les deux peuples. Reconstruire la Tchécoslovaquie, même sans ses Allemands, c'est aussi refouler l'histoire de l'Etat national slovaque,

fois "tchèque" et "tchécoslovaque". La séparation entre Pays tchèques et Slovaquie intervenue au 1^{er} janvier 1993 oblige les historiens à reprendre sous cet angle toute l'histoire de la République tchécoslovaque.

⁹ Les accords de Munich sont signés le 29.9.1938, et acceptés par Beneš le 30.9.1938. Celui-ci démissionne le 5 octobre 1938. Le 2 novembre 1938, l'arbitrage de Vienne attribue à la Hongrie un territoire de 11 425 km² et 972 092 habitants (dont 53,9% de Hongrois). Le 6 octobre 1938, la Tchécoslovaquie devient Tchéco-Slovaquie. A Prague, Emil Hácha, président de la Cour suprême, juriste de 66 ans, conservateur sans profil politique marqué, de santé déficiente, a été élu président de la République tchécoslovaque en novembre 1938 (début de la Seconde République). Un système de parti unique est instauré en Slovaquie, où, en décembre 1938, le gouvernement de Tiso, alors ministre chargé de l'Administration de la Slovaquie par Prague, obtient 97% des suffrages sur une seule liste de candidats. Le 9 mars 1939, Hácha signe un décret dissolvant le gouvernement slovaque, envers lequel il n'a plus confiance, et l'armée tchécoslovaque occupe les édifices publics à Bratislava. Tiso arrive à Berlin le 13 mars, où Hitler lui conseille de déclarer l'indépendance de la Slovaquie. Le 14 mars, la diète slovaque proclame celle-ci à l'unanimité. Hácha part pour Berlin le même jour. Dans la nuit, Hitler le prévient qu'il a donné à l'armée allemande l'ordre d'entrer en Tchécoslovaquie et exige la capitulation de l'armée tchèque, en menaçant de détruire Prague. Hácha cède et signe une déclaration dans laquelle il remet "avec confiance" le destin du peuple tchèque entre les mains du Reich et de son Führer. Hitler couche le 15 mars au Château de Prague et y proclame le 16 le Protectorat de Bohême et Moravie, partie intégrante du Grand Reich. Cf Victor S. MAMATEY, Radomír LUZA, *la République Tchécoslovaque, 1918-1948. Une expérience de démocratie*, Paris, Librairie du Regard, 1987, chapitres VII: Keith EUBANK, "Munich", p. 225-240, VIII: Theodor PROCHAZKA, *La Seconde République, 1938-1939*, p. 241-256.

¹⁰ Sur le Protectorat et son statut, voir: Gotthold RHODE, "Le Protectorat de Bohême et de Moravie", *op.cit.*, ch. X, p. 281-303. Hácha, incarnant après guerre un des types de collaborateurs des Allemands, est un personnage complexe qu'il est difficile de comparer à Pétain. Le parallèle est très limité et déjà contredit dans les faits par la collaboration secrète de Hácha et de membres de son entourage et du gouvernement du Protectorat avec la résistance et le gouvernement de Londres.

¹¹ Cf. Jörg K. HOENSCH, "La République slovaque", 1939-1945, *op.cit.*, chapitre IX, p. 257-280.

¹² La minorité hongroise de Slovaquie est réduite à une centaine de milliers de personnes, après l'annexion par la Hongrie en 1939 de la bande sud du territoire où sont concentrés environ 600 000 Hongrois.

c'est ne plus pouvoir qualifier les Slovaques autrement que comme victimes et comme résistants¹³, c'est réécrire l'histoire de la Résistance en Slovaquie et faire de celle de cet Etat "national" un épisode de collaboration gouvernementale qu'auraient pu résoudre la condamnation à mort de Monseigneur Tiso et les épurations. C'est, dans tous les cas, imposer une seule lecture légitime de l'histoire récente. Or, ici, à partir de 1948, l'épuration de l'immédiat après-guerre a été suivie d'une deuxième, souvent dans une complète inversion de signes. A peine reconstitué en 1945 avec l'appui des grandes puissances, l'Etat tchécoslovaque, ayant réussi dans l'intervalle à expulser une minorité d'environ trois millions d'Allemands autochtones, et tenté sans succès d'appliquer la même mesure aux 700 000 Hongrois de Slovaquie, devient république populaire en février 1948. L'arrivée au pouvoir du Parti communiste a empêché la mémoire de cette période noire d'arriver au grand jour, de se formaliser, de travailler, de se décanter, de se confronter dans ses versions différentes, voire tout à fait antagonistes. En l'espace de quelques années, résistants et collaborateurs se sont vus une fois de plus clairement désignés, aux côtés cette fois-ci des ennemis du peuple, une nouvelle vérité officielle a recouvert la recherche de l'autre vérité et empêché l'établissement de l'histoire¹⁴. Une autre dictature a muselé la société, faisant disparaître les résistants non communistes, décimant jusqu'aux rangs du Parti.

Lorsqu'il a si longtemps été impossible de parler du présent, de crier son expérience et sa vision des choses, le passé, même proche, même lourd de traumatismes, ne peut plus être dit de la même façon. La nécessité de lutter contre "l'absence d'histoire"¹⁵ au quotidien, pour maintenir une mémoire du présent et une identité propre, a eu aussi pour effet de figer pour beaucoup de gens souvenirs et références. La sortie du communisme en novembre 1989 a certes permis de déplacer les interprétations, de remettre en marche la production du sens; elle a aussi fait surgir dans toute la société un fort besoin de régler ses comptes avec ce passé-là, et cette exigence secrète pour ce qui l'a précédé, oubli prématuré et jugements hâtifs. Face à cette situation, l'histoire, puis l'histoire de la mémoire des années de guerre, si elle constitue une des priorités des historiens, fait-elle réellement l'objet d'une demande de connaissance de la part du public en Pays tchèques et même en Slovaquie, où pourtant la question ouverte de l'Etat national pourrait rendre plus visibles les liens entre ce passé et le présent? Si l'une des conditions de l'établissement d'une histoire vraie, sans finalités légitimatrices, c'est-à-dire d'une histoire désidéologisée, consiste aussi dans une continuité relative de la vie politique et sociale, ne risque-t-elle pas au contraire, en Pays tchèques, en Slovaquie et dans bien

¹³ Dès le 1^{er} septembre 1944, au début du soulèvement national slovaque, après que les Allemands, en représailles à l'exécution des 28 membres de la mission militaire allemande par des partisans dirigés par le lieutenant soviétique Velichko, eurent occupé le 29 août le territoire de la Slovaquie, le Conseil national slovaque, créé fin novembre 1943 aux termes d'un accord entre six représentants de la résistance démocratique et de la résistance communiste, s'était proclamé l'organe suprême de la résistance slovaque et avait restauré la souveraineté de l'Etat tchécoslovaque en Slovaquie, au nom du gouvernement en exil à Londres. Cf. Anna Josko, "La Résistance slovaque", *op. cit.*, ch. XIII, p. 345-368. Sur la résistance tchèque, dans le même ouvrage: Radomír Luza "La Résistance tchèque", ch. XII, p. 326-344.

¹⁴ Quoiqu'il soit faux de soutenir qu'aucune recherche d'historiens n'ait eu lieu sur la Seconde Guerre mondiale entre 1948 et 1989. Citons au moins les noms de Vilém Prečan, František Janáček, Tomáš Pasák et Jozef Jablonický. Les trois derniers participaient à la table-ronde organisée par le CEFRES.

¹⁵ Je me réfère ici à un mot de Václav Havel pendant les manifestations de novembre 1994 à Prague, qui caractérisait la période communiste comme un temps artificiellement sans histoire: *bezčasí* ("skončilo bezčasí, začíná historie"). C'est du reste une idée qu'il a souvent exprimée dans ses livres.

d'autres pays d'Europe centrale et orientale, d'être encore refoulée? Quoi qu'il en soit, à la date où se tenait la table ronde dont nous présentons aujourd'hui les actes tchèques et slovaques, ce n'est pas seulement l'interrogation sur l'histoire et la mise à jour de la mémoire de cette période qui redevenaient possibles et remontaient à la surface. C'étaient aussi et avant tout celles concernant la république ressuscitée en 1945 dans des frontières légèrement différentes et sa disparition le 1^{er} janvier 1993; c'était encore le débat autour de l'expulsion des Allemands, les discussions provoquées par les lois sur les restitutions et sur les "lustrations". C'était enfin, au premier plan, le besoin d'interpréter et d'intégrer dans une vision claire de la communauté des citoyens tchèques et slovaques (quitte à en rejeter de grands pans) ce passé tellement sensible, si complexe et bouleversé des quarante et une années de régime communiste, avec sa propre périodisation mouvementée (1948 et les années cinquante, les années soixante et l'ère Novotný, le Printemps de Prague et sa rupture, la normalisation dure des années soixante-dix, les mouvements de dissidence, etc.). Quant à l'histoire de ce passé contemporain, elle reste pour une grande part à élaborer et à écrire, même si la tâche est engagée.

Un premier essai de confrontations entre historiens français et tchécoslovaques

"Histoire et mémoire. Résistances et collaborations pendant la Seconde Guerre mondiale": une table ronde ainsi intitulée a réuni à Prague, les 29 et 30 mars 1993 au Centre Français de Recherche en Sciences Sociales, des historiens tchèques, slovaques et français venus entendre et discuter les communications de Robert Frank, Pierre Laborie, František Janáček, Tomáš Pasák, Bohumil Pekárek, Štefan Šutaj, Jozef Jablonický, Pavol Petruf. Les textes des intervenants français n'ont pas été inclus dans le recueil présenté ici pour les deux raisons suivantes. Un volume de traductions du français en tchèque, intitulé *Dějiny a paměť* (Histoire et Mémoire), avait été publié à l'occasion de cette rencontre¹⁶. Il rassemblait un choix de textes tirés des *Cahiers de l'IHTP*, choix opéré par Karel Bartošek, qui illustraient les travaux français prenant pour objet la mémoire comme problème et non comme collecte de souvenirs, et situaient pour les lecteurs tchèques et slovaques l'enquête de longue durée de l'Institut d'Histoire du Temps Présent sur "les rapports troubles et troublés que les Français entretiennent avec leur Seconde Guerre mondiale, de 1945 à nos jours"¹⁷. Ensuite, cette rencontre ayant conservé un caractère de réunion de travail, les bilans présentés en introduction par Robert Frank et Pierre Laborie sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et sur la Résistance en France reprenaient des thèses et des acquis déjà publiés en France par ces deux historiens.

Il nous a paru digne d'intérêt de présenter ici les réflexions des intervenants tchèques et slovaques. Ils illustrent le retour au grand jour, après la coupure de la "normalisation" des années soixante-dix et

¹⁶ Mémorial de la Résistance tchèque et Centre Français de Recherches en Sciences Sociales, *Dějiny a Paměť*, Prague 1993.

quatre-vingt, de leurs travaux sur les collaborations et les résistances, ils dévoilent le renouveau d'une réflexion et la découverte d'une problématique envers laquelle certains d'entre eux ne cachent pas leurs réticences, exprimant même leur pessimisme quant à la possibilité de développer dans leurs pays une "histoire de la mémoire" à la française. František Janáček, Tomáš Pasák, Bohumil Pekárek, chacun à sa manière, posent avec netteté la question centrale de la responsabilité et analysent les écueils auxquels sont exposés en République tchèque les travaux des historiens du XX^e siècle, puisque, comme l'écrit Janáček, "rechercher et même contribuer à modeler la forme contemporaine de l'identité nationale et étatique reste une tâche vivante" ("Hledat či dokonce spoluutvářet dnešní podobu národní a státní identity je úkol ještě živý"). Ils réaffirment l'urgence, pour les historiens, de démythification de l'histoire et de ses acteurs. Pekárek, en attirant l'attention sur l'entretien clandestin de monuments et de plaques commémoratives d'une histoire niée par l'idéologie dominante, montre que la mémoire de l'expérience individuelle réelle peut résister silencieusement à l'interprétation officielle. "Le silence volontaire sur le passé de la nation, sa déformation sont une dégradation de l'identité". L'idéologie, nous rappelle-t-il, est le truquage de la mémoire, et la décision de ne pas assumer toute son histoire et de choisir dans le passé "provoque la perte de confiance en l'histoire de sa propre nation et mène à l'apathie et à la démoralisation". Cela reste une des possibilités de l'après-communisme, mais ce n'est pas, me semble-t-il, celle qu'ont choisie ces historiens tchèques.

Au dossier principal ainsi ouvert, nous avons adjoint deux notes de Jan Stříbrný (*La mémoire de la Résistance dans la toponymie pragoise*), Jiří Fidler et Vladimír Pilát (*La tradition de la Résistance en France dans les dénominations d'unités de l'armée tchécoslovaque*), prenant pour objet quelques "lieux de mémoire" qui ont à voir avec la problématique des commémorations officielles: les changements des noms de rues et ceux des bataillons. Jiří Jozák ajoute aux analyses de František Janáček le contrepoint d'un repérage de la production de livres imprimés sur la Seconde Guerre mondiale entre 1970 et 1980.

Deux textes seulement nous ont été remis par les historiens slovaques participant à la rencontre. Interprétant les résultats d'une enquête sur les perceptions du rôle de personnalités politiques de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale en Slovaquie, qu'il a menée avec son institut dans une région mixte de Slovaquie, Štefan Šutaj constate des divergences frappantes et presque systématiques entre les réponses des Hongrois et des Slovaques, qui renvoient à leur expérience historique différente de cette période et confirment l'importance toujours décisive de la référence à l'identité ethnique et nationale. L'article de Pavol Petruf sur les relations entre la Slovaquie et la France de Vichy ne traite pas des rapports entre histoire et mémoire, et s'en explique; mais, parce qu'il apporte des éléments peu connus, nous avons décidé de l'inclure à la publication de ces actes.

Ceux-ci se présentent au lecteur comme un témoignage supplémentaire de l'interpénétration du passé et du présent et des questions brûlantes qu'ils se posent l'un à l'autre.

¹⁷ Programme de cet institut parisien décidé en 1980, et rappelé par Robert FRANK, "Bilan d'une enquête", Centre régional de publications de Paris, Institut d'Histoire du Temps Présent, *la Mémoire des Français. Quarante ans de commémoration de la Seconde*

